

Plan stratégique 2021-2027

**NOUS LUTTONS ENSEMBLE, AVEC
LES FEMMES ET LES FILLES, POUR
LA JUSTICE ÉCONOMIQUE**

Oxfam België/Belgique asbl



OXFAM

Belgique

Table de Matières

Avant-propos	3
Mission	5
Vision	5
Valeurs.....	5
1. Nous luttons contre les inégalités... ..	6
... et pour la justice économique.....	6
... ensemble, avec les filles et les femmes.....	7
... en mettant l'accent sur le secteur alimentaire et en portant une attention particulière au secteur textile.....	8
2. Notre approche	10
3. Nos trois objectifs thématiques	12
a. La justice économique dans le système alimentaire	12
b. Le secteur mondial de l'alimentation et du textile et la crise climatique : une transition juste et équitable	14
c. Sécurité alimentaire avant, pendant et après une crise : renforcer la résilience des communautés.....	16
4. Nous mobilisons le public belge pour la justice économique.....	18
Toucher un public plus large, plus numérique et plus jeune	18
Un mouvement bénévole solide, ancré localement et tourné vers l'avenir.....	19
Un réseau de magasins diversifié, plus qu'un simple magasin.....	20
5. En tant qu'acteur économique, nous joignons le geste à la parole	22
6. Nous sommes une organisation apprenante	25
7. Notre personnel porte notre organisation	26
8. Un modèle financier pour un avenir durable.....	27
Annex 1 : Principes féministes.....	28
Annex 2 : Oxfam International and Oxfam België/Belgique worldwide (2019).....	30
Annex 3 : Fair Trade volgens Oxfam, een recapitulatie	31

Avant-propos

Nous sommes fier.e.s de pouvoir vous présenter le présent document.

Le présent **Plan stratégique 2021-2027** pour Oxfam Belgique est en effet une étape majeure dans l'intégration des activités d'Oxfam dans notre pays. À la suite de la création de l'asbl Oxfam Belgique le 15 février 2020 par les Assemblées générales **d'Oxfam-Solidarité asbl, d'Oxfam-Wereldwinkels vzw et d'Oxfam Fair Trade sc**, ce plan constitue le cadre de regroupement à long terme pour l'intégration de toutes les activités précédemment menées séparément par ces organisations.

Pour cela, nous ne sommes pas parti.e.s d'une feuille blanche. Ce document est le résultat de plusieurs exercices stratégiques, moments de réflexion et réunions de travail. Le résultat des processus participatifs qu'Oxfam-Wereldwinkels/Oxfam Fair Trade (« **FIT** », ou « **Fairtrade Movement in Transition** ») et Oxfam-Solidarité (**le mouvement Oxfam**) ont chacune menés à bien avec leurs parties prenantes en constitue la base. Tout comme les nouvelles Mission et Vision pour Oxfam Belgique, qui ont été définies dans la perspective de l'intégration. Un autre élément essentiel de cette stratégie pluriannuelle est le **nouveau Cadre stratégique mondial 2020-2030 d'Oxfam International**, que nous approuvons en tant que membre de la confédération.

Par ce document, nous voulons offrir un contenu et une orientation stratégique à toute personne qui contribue à la mise en œuvre de la mission d'Oxfam Belgique ou qui souhaite mieux comprendre la manière dont nous fonctionnons. Nous prévoyons aussi de fournir ultérieurement une présentation concise de nos objectifs stratégiques à un plus large public.

Guide de lecture

Le Plan stratégique est divisé en différentes parties et chapitres.

- La **Mission** et la **Vision** de l'organisation, telles qu'elles figurent dans les statuts de constitution d'Oxfam Belgique asbl, et les **Valeurs** que nous partageons au sein de la confédération.
- **Chapitre 1** : en partant d'une analyse contextuelle, nous expliquons étape par étape l'axe stratégique choisi. Autrement dit, c'est une réponse à la question « Pourquoi faisons-nous ce que nous faisons ? ».
- **Chapitre 2** : nous clarifions notre approche et les principes de base que nous appliquons pour cela. C'est en quelque sorte une première explication de « Comment » nous nous y prenons.
- **Chapitre 3** : nous mettons ici l'accent sur les thèmes de fond sur lesquels Oxfam Belgique se profile, et autour desquels s'articulent le travail politique et de programmation, mais aussi les activités commerciales. En d'autres termes : « Que » voulons-nous exactement atteindre ?
- **Chapitre 4** : dans ce chapitre et les suivants, nous approfondirons le « Comment ». Et ici, plus précisément, la manière dont nous menons notre combat avec l'aide du grand public et de nos volontaires et comment nous manifestons notre présence sur le terrain.
- **Chapitre 5** : outre le fait d'être une ONG, Oxfam Belgique est également un acteur économique à part entière. Vous pourrez lire ici comment nos activités commerciales (commerce équitable et de seconde main) nous aident à accomplir notre mission.
- **Chapitre 6** : afin d'accroître notre impact dans un monde en mutation rapide, nous devons en permanence adapter nos actions. Nous expliquons ici de manière plus détaillée notre ambition de devenir une organisation apprenante.
- **Chapitre 7** : nos collaborateurs influencent l'impact que nous avons. Nous explicitons les objectifs d'Oxfam Belgique en tant qu'employeur responsable et attractif.
- **Chapitre 8** : L'ambition, l'accent mis sur toute chose et la détermination sont indispensables à la poursuite de notre mission, mais les ressources financières le sont tout autant. Nous souscrivons aux grandes lignes d'un modèle financier durable qui nous permettra de réaliser le changement visé.

Plans annuels centrés sur les résultats

Les résultats espérés, ou *outcomes* dans ce plan stratégique, sont délibérément formulés à un niveau élevé et souvent ambitieux. Ce plan stratégique sera en effet traduit chaque année en un plan opérationnel annuel, avec des objectifs et des activités plus concrets, avec des indicateurs mesurables et des demandes de formations, afin d'améliorer continuellement notre approche.

Cela s'applique également aux vastes synergies entre les différentes entités d'Oxfam Belgique que nous pouvons réaliser grâce à l'intégration. Dans le cadre de ce plan stratégique, nous nous profilons d'emblée comme une organisation unie, même si nous savons que la collaboration plus intensive entre le personnel et les services, mais aussi entre les bénévoles, sera un processus progressif que nous voulons accompagner au mieux. Une attention particulière sera également accordée à cet aspect dans les plans annuels.

Pour le plan stratégique lui-même, nous prévoyons également un cadre de formation permettant de suivre et d'adapter, le cas échéant, nos objectifs, nos résultats et notre approche.

Towards One Oxfam

La volonté demeure de poursuivre l'intégration des activités d'Oxfam en Belgique et, pendant la période couverte par le présent Plan stratégique, de pouvoir mener à bien le processus d'intégration avec Oxfam-Magasins du Monde. « Towards One Oxfam », le nom sous lequel s'est déroulé le parcours précédant la fusion, demeure donc la devise.

En attendant, cette stratégie contribuera également au nouveau programme de subsides pour la coopération au développement belge (DGD) que nous souhaitons soumettre avec Oxfam-Magasins du Monde, et l'organisation sans but lucratif Oxfam-en-Belgique, dont Oxfam-Solidarité, Oxfam-Wereldwinkels et Oxfam-Magasins du Monde sont membres, continuera à agir en tant qu'organisation membre belge, ou *affiliate*, d'Oxfam International et comme structure de concertation entre toutes les organisations Oxfam en Belgique.

Le conseil d'administration et la direction d'Oxfam Belgique asbl

Bruxelles/Gand, août 2020

Mission

Oxfam Belgique est un mouvement qui lutte contre l'inégalité et pour la justice économique. Nous menons cette lutte en paroles et en actes et dans le respect des limites de notre planète. De cette manière, nous assurons à chacun·e une vie digne et permettons à chacun·e d'exercer pleinement ses droits fondamentaux.

Vision

Oxfam Belgique aspire à un monde dans lequel tou·te·s les citoyen·ne·s ont une influence sur les décisions locales et mondiales qui les concernent. Nous souhaitons ainsi transformer le système actuel, qui provoque les inégalités, en système structurellement équitable. Les femmes et les filles sont au cœur de notre combat.

En tant que membre d'un réseau mondial d'influence, nous unissons nos forces pour accroître notre impact et notre influence.

- Par le biais des programmes de développement et d'aide humanitaire du réseau Oxfam, nous collaborons avec des partenaires locaux·ales afin de proposer des solutions durables pour un avenir meilleur.
- Grâce à notre influence politique et publique, et à la sensibilisation et la mobilisation, nous sommes une force motrice essentielle pour le changement auquel nous aspirons.
- Par le biais de la mise en œuvre et de la promotion d'un commerce équitable et durable, et par le renforcement de l'économie circulaire et sociale, nous proposons aux producteurs·trices et aux consommateurs·trices des solutions alternatives concrètes.
- Grâce à notre ancrage en Belgique, avec une présence locale et nationale soutenue par un mouvement bénévole, nous augmentons notre poids et notre légitimité.

Valeurs

- **Égalité** : Nous pensons que chacun·e a droit à un traitement égal et doit jouir des mêmes droits et opportunités.
- **Empowerment** : Nous reconnaissons et renforçons le contrôle que chacun·e doit avoir sur sa vie et sur les décisions qui l'affectent.
- **Solidarité** : Nous unissons nos forces, nous nous soutenons mutuellement et nous travaillons ensemble au-delà des frontières pour un monde juste et durable.
- **Inclusivité** : Nous accueillons la diversité et apprécions les différentes perspectives et les différentes contributions de toutes les personnes et communautés dans la lutte contre la pauvreté et l'injustice.
- **Responsabilité** : Nous assumons la responsabilité de nos actions ou de notre inaction et nous prenons nos responsabilités envers les personnes avec lesquelles et pour lesquelles nous travaillons.
- **Courage** : Nous disons la vérité aux détenteurs·trices de pouvoir, et nous agissons avec une profonde conviction pour les objectifs que nous estimons justes.

1. Nous luttons contre les inégalités...

En 2020, près de la moitié de la population vit encore sous le seuil de pauvreté de 5,5 dollars par jour. Parallèlement, 2 153 milliardaires possèdent à eux seuls plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population. Au cours de la dernière décennie, le nombre de milliardaires a doublé. Leur patrimoine a augmenté en moyenne de 7,4 % par an au cours de cette période.

Des centaines de millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, tandis qu'au sommet, une très petite minorité accumule d'énormes richesses. Cette situation est injuste et entrave le développement d'une société durable. Cette inégalité croissante entrave la lutte contre la pauvreté et résulte de décisions politiques.

Inégalités

Une inégalité est le résultat d'une distribution inégale du pouvoir, des ressources et des chances entre les personnes et les groupes, basée sur les différences de classe, de religion, de couleur de peau, d'âge, d'éducation, d'origine, de genre et d'orientation sexuelle. Cela implique une abondance pour quelques-un·e·s et une injustice pour beaucoup d'autres. Les inégalités maintiennent les démun·e·s dans la pauvreté et l'impuissance, et prive des millions de personnes de leurs droits. Les personnes et les groupes subissent différentes formes d'inégalités, qui sont liées les unes aux autres et s'influencent mutuellement. L'analyse de la société à travers ces inégalités nous montre ces liens et nous met constamment au défi de nous interroger sur qui a ou n'a pas accès au pouvoir, aux ressources et aux chances, et pourquoi.

Au cours des dix dernières années, les discours sur les inégalités ont pris une place importante au sein du grand public, en partie grâce au rôle majeur joué par les médias et les réseaux sociaux. De nombreux mouvements sociaux dénoncent les différentes formes d'inégalités. Du Printemps arabe aux révoltes en Amérique Latine, en passant par le mouvement *Occupy Wall Street* et le mouvement des gilets jaunes qui combat les inégalités économiques croissantes, sans oublier le mouvement *Me too*, qui proteste contre le sexisme, et le mouvement *Black Lives Matter* qui proteste contre le racisme et la discrimination structurel·le·s. La lutte contre les inégalités est aussi une force motrice du mouvement pour la justice climatique.

... et pour la justice économique

Depuis 1980, Oxfam Belgique considère le modèle économique dominant, que nous appelons le capitalisme débridé ou le néolibéralisme, comme le plus grand moteur des inégalités. Nous assistons au passage d'une économie manufacturière à une économie financière, de plus en plus focalisée sur les retours sur investissement et les profits spectaculaires. Cela se fait au profit des détenteurs de capitaux et des actionnaires, et au détriment des personnes qui vivent de leur travail. Il est de plus en plus évident que mettre la priorité sur la croissance économique, en particulier lorsqu'elle n'est pas inclusive, entrave la lutte contre la pauvreté et les inégalités. En outre, ce modèle a un impact négatif énorme sur le climat, sur l'égalité des genres et sur la relation entre la politique et les entreprises.

La convergence des crises accroît le besoin urgent pour Oxfam Belgique, dans le cadre d'un mouvement mondial, d'intensifier la lutte pour la transition vers un système au cœur duquel on retrouve la solidarité et la justice. La pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques

catastrophiques renforcent les inégalités et accroît le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, qui, pour la plupart, ne bénéficient pas d'une protection sociale. La crise climatique, qui touche particulièrement les pauvres, exacerbe à son tour les inégalités. Le système actuel ne résiste pas aux chocs. Il contribue au nombre croissant de crises humanitaires et de conflits.

C'est pourquoi nous luttons pour la justice économique : pour une économie où la plus-value est créée de manière durable et est répartie plus équitablement, pour une économie basée sur un système commercial et fiscal (mondial) équitable. De cette manière, chaque personne a la possibilité de vivre une vie digne.

Une économie équitable

Une économie équitable¹, c'est une économie qui est au service de l'humain, et non l'inverse. Elle garantit le respect des droits humains universels et un accès aux services sociaux de base (nourriture, eau, santé, éducation, revenus...) pour chacun-e, dans les limites écologiques de notre planète. Une économie équitable est inclusive. Elle renforce la cohésion sociale et favorise l'empowerment économique des femmes et des groupes défavorisés. Elle défend les droits des travailleurs-euses, offre une protection sociale et veille à l'utilisation durable des matières premières. Elle réduit le risque de conflits et de crises, et contribue à une paix et une sécurité durables.

À travers ce plan stratégique, Oxfam Belgique choisit un thème central (voir ci-dessous). Cependant, elle continue à soutenir la confédération d'Oxfam International dans sa lutte pour un système fiscal équitable et progressif dans lequel les contribuables aux reins les plus solides portent la charge la plus lourde et où l'évasion fiscale des multinationales et des grandes fortunes est empêchée. Ces dernières se voient obligées d'apporter une contribution fiscale importante dans les pays où elles opèrent.

... ensemble, avec les filles et les femmes

Les inégalités des genres, de pouvoir et de revenus se renforcent mutuellement. C'est pourquoi Oxfam Belgique place les filles et les femmes au cœur de sa stratégie. Les femmes et les filles sont souvent les premières et les plus grandes victimes des inégalités. Nous essayons donc, par la parole et les actes, de mettre en place un modèle politique et économique différent qui favorise la justice entre les hommes et les femmes. Le modèle politique et économique actuel engendre et perpétue l'exploitation, l'oppression et la violence basée sur le genre. C'est pourquoi nous collaborons avec des organisations qui luttent pour l'égalité des genres et qui défendent les principes féministes (voir annexe). Nous donnons une voix aux groupes de femmes, aux agricultrices et aux femmes dotées d'un esprit d'entreprise, afin qu'elles puissent participer aux décisions qui les touchent. En outre, nous préconisons une économie qui valorise le travail domestique non rémunéré. Oxfam met également l'accent sur les principes féministes. Nous allons plus loin et adoptons une approche dite « intersectionnelle », ce qui revient à adopter un regard prenant en compte toutes les propriétés sociales des individus pouvant constituer des facteurs d'inégalités, et pas uniquement le genre mais aussi la couleur de peau, la situation économique, l'âge... car c'est souvent la combinaison de ces facteurs qui détermine l'accès aux ressources, au pouvoir et aux chances.

¹ Kate Raworth, Donut Economics : Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist, et plan stratégique mondial d'Oxfam International 2020-2030.

... en mettant l'accent sur le secteur alimentaire et en portant une attention particulière au secteur textile

Oxfam Belgique se concentre sur le secteur alimentaire dans sa lutte contre les inégalités et pour la justice économique.

Le secteur alimentaire est un secteur dominant dans notre économie. Il représente 37% des émissions qui provoquent le réchauffement climatique. Il repose sur des millions d'agriculteurs·trices et travailleurs·euses (formel·le·s et informel·le·s) et des milliards de consommateurs·trices. Il faut évoluer vers un système alimentaire différent, incluant le commerce et l'agriculture, afin d'éradiquer la faim et de permettre à toutes et à tous de vivre dignement dans une économie qui respecte les frontières planétaires et contribue à enrayer la crise climatique (pénurie d'eau, dégradation des sols, extinction des espèces, gaspillage alimentaire, manque d'accès aux services de base et aux matières premières).

Un système alimentaire équitable assure aux agriculteurs·trices, aux pêcheurs·euses et aux travailleurs·euses un revenu équitable, et crée de nouvelles relations entre les personnes, le travail et les ressources naturelles. Les autorités publiques doivent prendre leurs responsabilités en garantissant, entre autres, le droit universel à l'alimentation, à un revenu décent et à une protection sociale.

En outre, nous portons une attention particulière à l'industrie textile, un autre secteur économique important qui constitue un défi majeur en matière d'inégalités et de climat. Les exportations mondiales de textiles ont quadruplé entre 1990 et 2015, passant de 108 à 445 milliards de dollars. Le secteur textile est essentiel pour l'économie de plusieurs pays du Sud. Mais cette industrie fournit un travail précaire, de faibles revenus, un salaire à la pièce et de mauvaises conditions de travail (poussière, produits chimiques...). Ce secteur emploie principalement des femmes et des filles peu qualifiées et à faible salaire. En outre, l'industrie de la mode pollue énormément : elle représente 10 % des émissions mondiales. Le renforcement de l'économie circulaire pour le textile et la réutilisation des vêtements contribuent considérablement à la réduction de l'impact environnemental de l'industrie textile. Dans le cadre de cette stratégie, Oxfam Belgique met particulièrement l'accent sur le textile et sa réutilisation comme solution alternative durable, mais reste également flexible et ouverte à d'autres opportunités liées à ce thème qui pourraient nous permettre de réaliser un travail plus substantiel et de soutenir des programmes sur le terrain.

Les systèmes démocratiques et l'espace civique en danger

Durant ces dernières décennies, nous avons vu les acteurs·trices publics·ques se retirer peu à peu de leur rôle normatif et donner plus de pouvoir aux entreprises et aux riches élites qui ont souvent un accès direct aux décideurs·euses politiques et ainsi orientent les politiques (cooptation politique). Les décisions ne sont donc pas toujours prises en fonction de l'ensemble de la population, mais plutôt en fonction des entreprises, des chef·fe·s d'entreprise ou des actionnaires. Cette prise de contrôle des services politiques et publics par les entreprises renforce les inégalités et permet aux élites de contrôler les politiques, d'accroître leurs privilèges et de tirer de plus grands profits de l'économie, tout en s'acquittant de peu d'impôts. Cette prise de contrôle rend les gouvernements moins redevables devant leurs citoyen·ne·s, alors que la fonction première de la politique devrait être de donner accès aux services sociaux de base à toutes et tous. Oxfam Belgique veut également dénoncer ces pratiques.

Par ailleurs, nous constatons une diminution dans le monde entier de l'espace dont disposent les citoyen·ne·s pour faire entendre leur voix, s'organiser et se battre contre la pauvreté, les inégalités et l'injustice. Dans le monde entier, des personnes sont soumises à des restrictions de leurs libertés et à la répression lorsqu'elles revendiquent leurs droits fondamentaux, aussi bien dans l'espace public que dans l'activisme numérique.

En tant qu'organisation de la société civile et acteur économique, Oxfam Belgique est consciente de son rôle dans les processus de développement durable. Nous voulons renforcer notre impact afin de revendiquer davantage notre place dans la lutte pour le développement durable. Nous pouvons ainsi assumer de manière crédible notre fonction de contrôle public et notre rôle de modèle, et nous pouvons soutenir les partenaires confronté·e·s au rétrécissement de cet espace civique.

2. Notre approche

En Belgique et à partir de la Belgique, Oxfam Belgique veut être pionnière dans la lutte contre les inégalités et pour plus de justice économique. À cette fin, nous revendiquons un rôle central dans une société dynamique et jouons un rôle actif et de premier plan sur la voie vers une économie durable. Intégré dans un réseau international, notre ancrage au niveau national, régional et local est essentiel à cet égard. Nous encourageons la coopération et les échanges avec les mouvements sociaux, les organisations de défense des droits des jeunes et des femmes, les entrepreneurs-euses éthiques et sociaux-ales et d'autres acteurs-trices du changement durable dans le secteur privé.

En tant que membre d'un réseau diversifié et mondial, notre manière de travailler est aussi importante que les sujets sur lesquels et avec lesquels nous travaillons. C'est pourquoi Oxfam Belgique propose un certain nombre de principes clés qui définissent notre approche.

- **Nous adoptons une approche basée sur les droits humains** : Notre travail est basé sur notre engagement pour obtenir l'universalité des droits humains. Chacun-e doit pouvoir jouir de ses droits, et les autorités publiques doivent assumer leurs responsabilités. Par ailleurs, nous accordons une attention particulière aux droits numériques et nous utilisons la force et l'influence de la technologie numérique.
- **Nous nous mobilisons pour changer le système** : Nous revendiquons un changement structurel du système économique (et pas seulement un changement symbolique du système existant). Nous remettons en question les structures de pouvoir existantes, nous promouvons et en soutenons des solutions alternatives et les réalisons également nous-mêmes. Lorsque nous mettons en œuvre des actions, nous analysons toutes les dimensions de la société : la dimension sociale, politique, environnementale, culturelle, etc., et nous nous penchons sur les différents rôles que jouent les femmes et les hommes dans l'économie.
- **Nous sommes féministes** : Notre travail est basé sur les principes féministes. Le féminisme oriente notre travail à travers la division du pouvoir, et la valorisation et le renforcement de la voix de chacun-e. Nous souhaitons adopter une approche féministe dans notre travail en renforçant le leadership féministe. En outre, nous adoptons l'approche du gender mainstreaming, qui nous permet d'inclure les droits des femmes et l'égalité des genres dans notre travail.
- **Nous renforçons le pouvoir des citoyen-ne-s** : Nous soutenons la voix et les actions des personnes en situation de pauvreté ou d'injustice et nous travaillons avec celles et ceux qui luttent contre les inégalités et l'injustice. Nous profitons de notre pouvoir et de notre position en tant qu'organisation établie et crédible pour faire entendre leur voix.
- **Nous joignons le geste à la parole** : Nous analysons et informons, mais nous travaillons également sur des solutions concrètes et nous les mettons nous-mêmes en pratique par la mise en œuvre et la promotion d'un commerce équitable et durable et le renforcement de l'économie circulaire et sociale. Dans nos relations avec le secteur privé, mais aussi dans la mise en œuvre de nos propres activités, et en tant qu'acteur économique, nous nous efforçons de limiter le pouvoir des entreprises lorsque celui-ci engendre la pauvreté et l'injustice. Nous sommes tactiquement flexibles, mais restons toujours stratégiquement cohérent-e-s et nos relations peuvent varier d'une personne à l'autre. Nous nous positionnons ainsi comme un acteur crédible dans le changement que nous nous efforçons d'atteindre.

- **Nous sommes à l'écoute de nos partenaires et des mouvements sociaux et nous les renforçons** : Le mouvement mondial en faveur du changement s'étend et se renforce chaque jour, tout comme la diversité des acteurs·trices. Nous souhaitons travailler davantage avec les mouvements sociaux et les partenaires qui partagent la même vision et les mêmes valeurs que nous. Nous devons être modestes et prêt·e·s à assumer différents rôles en fonction du contexte et de nos partenaires. Nous savons quand nous devons suivre, quand nous devons diriger et quand nous devons collaborer avec les autres. Nous sommes fiables et nous concluons des partenariats et des alliances à long terme, en partageant nos capacités et en apprenant des autres.
- **Nous travaillons aussi bien au niveau mondial qu'au niveau local** : Nous faisons partie d'un réseau mondial d'organisations indépendantes issues de la société civile qui, comme nous, ont un ancrage local. Ainsi, nous contribuons à la solidarité et au lien entre les personnes par-delà les frontières, les régions et les pays. Nous exploitons au maximum les possibilités de créer des liens entre les niveaux local, national, régional et mondial. Sur de solides racines en Belgique, nous bâtissons des alliances dans le monde entier avec des militant·e·s, des mouvements, la société civile, des coopératives et des entrepreneur·e·s sociaux·ales.

Notre approche du racisme structurel et de la décolonisation

Selon nous, le racisme est structurel. Il est créé et appuyé par le privilège blanc qui s'approprie le droit d'opprimer, de déshumaniser et d'exploiter les personnes de couleur, quelles qu'elles soient. En tant qu'organisation internationale de développement qui lutte depuis plus de 50 ans contre la pauvreté dans le monde, nous savons et reconnaissons que la coopération au développement trouve également ses origines dans le passé colonial et raciste de l'Europe et de la Belgique. Bien que nous reconnaissons le courage dont Oxfam a fait preuve dans le passé à ce propos – y compris le soutien au mouvement opposition à l'apartheid dans les années 1980 – nous voulons contribuer à un processus de décolonisation et représenter une organisation antiraciste active. Oxfam Belgique veut chercher des solutions alternatives au concept dominant de coopération au développement, fondé sur des mécanismes de domination du Nord, et équilibrer les relations de pouvoir, aussi dans notre propre confédération. Nous souhaitons renforcer notre sensibilisation et nos analyses et utiliser les principes féministes afin de lutter contre ce racisme structurel par le biais de nos programmes et des politiques qu'on implémente et qu'on promeut. En cela, nous voulons nous engager aux côtés des mouvements qui luttent contre le racisme.

3. Nos trois objectifs thématiques

a. La justice économique dans le système alimentaire

En rendant le modèle alimentaire global juste, en s'attaquant aux inégalités économiques et en promouvant des solutions alternatives durables et équitables, nous développons un système alimentaire mondial plus équitable.

La logique financière dominante et la spéculation, les politiques commerciales ainsi que les moyens de production agressifs et non-régulés ont créé un système alimentaire mondial dominant basé sur le profit maximum plutôt que sur la sécurité alimentaire.

Ce système contribue à la dégradation écologique, accroît les inégalités et affaiblit les groupes vulnérables (femmes et filles, agriculteurs·trices sans terre et travailleurs·euses agricoles), et les acteurs les plus puissants du système ne sont pas tenus pour responsables de ces effets destructeurs. Les grandes multinationales concentrent leur pouvoir dans les chaînes alimentaires et renforcent leur influence dans le domaine public grâce à la cooptation politique.

Nous sommes dans une spirale descendante, une course vers le bas, car les entreprises négligent les droits humains. Les travailleurs·euses et les agriculteurs·trices ne perçoivent pas un salaire suffisant pour vivre ou un revenu proportionnel à leurs produits et leurs services, bien qu'ils·elles soient des acteurs·trices essentiels·les dans la chaîne alimentaire. Les règles et pratiques commerciales actuelles ne garantissent pas de solutions durables pour les personnes et l'environnement. Ces règles provoquent des difficultés pour les autorités publiques, en particulier dans les pays du Sud, dans la mise en place de politiques visant à favoriser la résilience locale et à protéger l'environnement. En outre, ces règles sont créées de manière non démocratique par un processus non transparent, au seul profit des grandes entreprises, qui paient souvent peu d'impôts dans les pays où elles opèrent.

Les règles commerciales, les pratiques et les institutions inéquitables qui régissent le commerce international doivent être modifiées. Les autorités publiques nationales doivent être en mesure de déterminer leur propre politique concernant le secteur alimentaire, tant sur le plan financier que sur le plan réglementaire, et de mettre en place un système de protection sociale garantissant les services sociaux de base pour les producteurs·trices et les consommateurs·trices.

La cohérence politique est essentielle pour un changement radical et structurel. Mais il existe actuellement des contradictions majeures notamment entre les politiques commerciales, les politiques de concurrence et les politiques financières et agricoles, d'une part, les politiques de développement, les politiques environnementales et les politiques de genre, d'autre part. C'est pourquoi Oxfam Belgique portera une attention particulière dans ses actions au croisement entre commerce, agriculture et alimentation, là où ces différentes contradictions jouent un rôle.

Mais il n'y a pas que du négatif. Des solutions alternatives durables, telles que des relations commerciales fondées sur des valeurs comme le contrôle, la crédibilité, la durabilité et la justice ont vu le jour. Ces dernières années, de plus en plus de solutions alternatives ont été mises en place, tant chez nous que dans le Sud, par des groupes de citoyen·ne·s, des producteurs·trices, des coopératives et des entreprises qui mettent la sécurité alimentaire et les relations commerciales équitables au premier plan.

Oxfam Belgique travaille sur trois niveaux :

- nous abordons le système actuel en mettant en évidence la logique et les politiques qui régissent le système alimentaire, sur différents domaines : le commerce, l'agriculture, la fiscalité, la protection sociale, les finances, la santé, le travail, les droits humains, le climat et la concurrence ;
- avec nos partenaires, nous soutenons, promouvons et mettons en œuvre des méthodes et des approches alternatives, aussi bien dans notre pays que dans le Sud, qui répondent au système alimentaire et commercial dominant défaillant ;
- nous bâtissons et appuyons un mouvement qui augmente la voix des agriculteurs·trices et des travailleurs·euses, et nous renforçons les mouvements sociaux et les organisations qui œuvrent pour des systèmes alimentaires durables à travers le partage de nos connaissances et de notre expertise, et en fournissant notre soutien et en forgeant des alliances.

Outcomes² 2027

- La justice économique dans le système alimentaire est un point important dans les discours et les perceptions du grand public et des dirigeants politiques.
- Les dirigeants politiques belges et européens assurent la cohérence entre, d'une part, les politiques commerciales, agricoles, climatiques, de concurrence, fiscales et financières, d'autre part, le développement durable et les droits humains.
- De vastes réseaux d'organisations d'agriculteurs·trices, de femmes, de consommateurs·trices... réclament la justice économique et développent des solutions alternatives pour mettre cela en pratique.
- Les organisations locales (d'agriculteurs·trices, de femmes, de travailleurs·euses, de consommateurs·trices...) jouent un rôle dans le processus de décisions politiques et influencent les politiques et les budgets des autorités publiques nationales (revenus, fiscalité et dépenses) en ce qui concerne l'alimentation, et rendent lesdites autorités nationales responsables de leurs politiques alimentaires.
- Un réseau solide de citoyen·ne·s et de producteurs·trices soutient un système commercial alternatif qui doit contribuer à une plus grande équité.
- Les autorités publiques garantissent des systèmes de protection sociale (revenus, soins de santé...) pour les producteurs·trices dans le système alimentaire.
- Les chaînes de valeur sont plus transparentes et plus équitables, en exigeant des entreprises qu'elles respectent les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement et dans toutes leurs activités commerciales, et en donnant accès aux victimes d'infractions commises par les entreprises à la justice et à des voies de recours.
- En collaboration avec des partenaires, des bureaux pays, des acteurs du réseau Oxfam, etc., nous développons un cadre analytique afin d'analyser le système alimentaire et de soutenir les programmes nationaux dans le développement de stratégies.
- Avec nos partenaires, nous avons progressivement identifié, testé et mis en place des outils innovants (aussi bien dans le numérique, avec une attention particulière à l'AgriTech et les solutions « low tech ») pour augmenter leur impact au maximum.
- Les pratiques commerciales (internes et externes) de commerce équitable sont plus exigeantes, en partie en raison d'une plus grande ambition dans les aspects sociaux et environnementaux des normes utilisées et de leurs mécanismes de contrôle (approche qui va au-delà de la certification, reconnaissance d'un revenu/salaire suffisant pour vivre comme étant un droit humain, intégration des directives de Human Rights Due Diligence...).
- Nos propres relations de commerce équitable, basées sur la transparence, le salaire équitable et le renforcement des capacités, se sont consolidées, ce qui nous permet d'offrir à nos partenaires un marché stable et durable grâce à une approche axée sur la demande, de partager notre expertise sur les chaînes de production et la politique commerciale, et de servir de référence pour d'autres entreprises et d'autres producteurs·trices.

² Les résultats espérés auxquels nous voulons contribuer par nos actions.

b. Le secteur mondial de l'alimentation et du textile et la crise climatique : une transition juste et équitable

Les acteurs privés et les acteurs politiques contrôlent la crise climatique ; le réchauffement climatique ne dépasse pas 1,5 °C et une transition équitable est en cours dans les secteurs de l'alimentation et du textile.

La crise climatique s'accroît. Le rapport du GIEC³ de 2018 indique que si nous continuons à émettre des gaz à effet de serre au rythme actuel, nous dépasserons la limite de +1,5 °C d'ici 2040. Une plus grande augmentation aurait des conséquences désastreuses : hausse du niveau des mers, diminution de la biodiversité, acidification des océans, conditions météorologiques extrêmes...

Pour que le réchauffement climatique reste inférieur à +1,5 °C, nous devons opérer un changement de paradigme rapide et de grande ampleur, basé sur une transition équitable vers une économie durable et solidaire, et ce dans les dix prochaines années.

Les conséquences de la crise climatique ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Alors que les 10 % les plus riches de la planète sont responsables de la moitié des émissions de CO₂ mondiales, la crise climatique affecte en priorité les 50 % les plus pauvres, qui n'émettent que 10 % des émissions. On estime par ailleurs que le 1 % le plus riche du monde a une empreinte carbone moyenne 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres. Pourtant, ce sont souvent les agriculteurs-trices et les communautés locales qui jouent un rôle important dans la protection des terres et des forêts. Même si l'on parvient à limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C, plus de 100 millions de personnes seront plongées dans la pauvreté et seront contraintes de quitter leurs foyers.

La faim progresse dans le monde. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), 820 millions de personnes souffraient de la faim en 2018. La crise climatique est un facteur essentiel de cette dégradation : les inondations répétées et les sécheresses extrêmes ont des répercussions directes sur l'agriculture, et donc sur la sécurité alimentaire. De plus, le Programme Alimentaire Mondial estime que le nombre de personnes souffrant d'une crise de la faim aiguë à la suite de la pandémie de Covid-19 connaîtra une augmentation de plus de 80 % pour atteindre 270 millions de personnes d'ici la fin de 2020. Le développement de marchés locaux et régionaux pour les chaînes alimentaires nationales stratégiques peut contribuer à la lutte contre la faim, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Les agricultrices sont particulièrement exposées au risque de famine, surtout en cas de crise, comme ce fut le cas lors de la flambée des prix des matières agricoles de base en 2007. Les femmes rurales représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre dans les pays en voie de développement. Malgré leur rôle essentiel dans la survie des ménages, elles sont victimes de discriminations, telles que les discriminations foncières : elles sont souvent ignorées par le droit de succession et de propriété (terres, bétail, logement et outillage agricole), ou encore les discriminations économiques : elles ont difficilement accès au crédit. Viennent ensuite le travail non rémunéré, les normes patriarcales.

³ <https://www.ipcc.ch/sr15/>

Le secteur alimentaire représente 37 % des émissions mondiales, notamment à cause de la monoculture intensive, qui augmente les sécheresses et les inondations, et du commerce international non contrôlé. L'industrie textile est également un grand pollueur⁴. La production de matières premières telles que le coton est problématique, car de grandes quantités de terre, d'eau et de pesticides sont utilisées.

Oxfam Belgique travaille sur trois niveaux :

- une transition rapide et équitable grâce à la production agro-écologique et à l'amélioration des méthodes de transformation, à une utilisation juste et durable des terres et à l'aide aux marchés locaux ;
- un renforcement de la résilience par le développement des capacités des partenaires, des communautés... à s'adapter au changement climatique et à faire face aux catastrophes (Climate Change Adaptation et Disaster Risk Reduction) ;
- en outre, Oxfam Belgique dynamise le commerce écologiquement durable et contribue à trouver des solutions à la crise climatique. Dans le cadre de nos activités commerciales, nous encourageons une consommation responsable, une réduction des déchets et des émissions, ainsi qu'une utilisation raisonnée des matières premières.

Outcomes 2027

- Le gouvernement fédéral belge et les Régions ont un objectif ambitieux (+1,5 °C au maximum), cohérent (non dommageable à long terme, par exemple avec les biocarburants) et équitable (en mettant l'accent sur les groupes plus vulnérables, y compris les femmes) pour lutter contre la crise climatique.
- Un réseau mondial de partenaires et d'autres organisations se développe. Ils apprennent les uns des autres, remettent en question le discours dominant et proposent des solutions.
- Les donateur·trices augmentent les moyens pour lutter contre la crise climatique et s'adapter à celle-ci. C'est une ligne budgétaire supplémentaire aux budgets de coopération au développement existants.
- Les femmes et les hommes ont un meilleur accès à la terre et l'utilisation durable des terres grâce à l'agroécologie a été encouragée. Les agriculteur·trices se tournent vers des méthodes de production et de transformation agroécologiques.
- Les marchés locaux et régionaux se développent pour les chaînes alimentaires nationales stratégiques.
- Oxfam Belgique est un exemple d'économie circulaire concernant le textile : grâce à nos actions, notre économie est circulaire dans la production textile, et nous réduisons les émissions de CO₂. Nous collaborons avec des partenaires du secteur textile, social et circulaire, et nous soutenons des opérations textiles dans d'autres pays.
- Notre commerce équitable se compose de produits cultivés, emballés et transportés de manière durable.
- Dans le secteur du commerce équitable, nous continuons à promouvoir des méthodes de production durables et nous sommes attentif·ve·s à l'internalisation des coûts environnementaux et sociaux. Les commerçant·e·s, les transformateur·trice·s et les transporteur·euse·s réduisent les émissions de gaz à effet de serre.

4 [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633143/EPRS_BRI\(2019\)633143_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/633143/EPRS_BRI(2019)633143_EN.pdf)

c. Sécurité alimentaire avant, pendant et après une crise : renforcer la résilience des communautés

Les communautés et les personnes sont plus résilientes, surtout en matière de sécurité alimentaire, avant, pendant et après les crises.

Les crises et les conflits à travers le monde sont causés par de nombreux facteurs, tels que la concurrence pour l'accès aux matières premières, le changement climatique, mais aussi les déséquilibres de pouvoirs mondiaux, la corruption et le manque de respect des normes existantes en matière de protection des droits humains. Le pouvoir politique des institutions et des systèmes multilatéraux diminue en même temps que la capacité à appliquer le droit international humanitaire. Le système alimentaire dominant et la crise climatique contribuent à la souffrance humaine et aux crises humanitaires. Le monde va connaître des changements climatiques plus grands encore, qui forceront les gens à fuir leurs foyers et leurs communautés.

Entre 2008 et 2016, les populations des pays à faible revenu ont été cinq fois plus susceptibles d'être déplacées à cause de catastrophes climatiques extrêmes que les habitants de pays à revenu élevé. Cela accentue la pression sur les systèmes qui peinent déjà à garantir les services de base et la protection sociale.

Et si nous n'agissons pas rapidement, la stabilité nécessaire pour lutter contre les inégalités et construire des économies durables et inclusives sera compromise.

Les conflits et les catastrophes ont un plus grand impact sur les personnes vulnérables, souvent les femmes, et augmentent les inégalités. La manière dont les personnes peuvent faire face aux crises dépend de leurs ressources économiques, de leur marginalisation, de leur genre et de leurs systèmes de protection sociale. Les riches et les détenteurs de pouvoir peuvent mieux affronter les conflits et les catastrophes alors que les personnes en situation de pauvreté restent vulnérables.

Les crises humanitaires durent plus longtemps, deviennent plus complexes et touchent des aspects très différents de la société. C'est pourquoi nous devons créer un lien entre les actions humanitaires à court terme et les programmes de développement à long terme (également appelé *approche nexus (soit la corrélation entre) travail humanitaire et coopération au développement*). Et nous voulons également mobiliser des acteurs locaux qui orientent et sont capables de réagir face aux crises. L'implication des organisations nationales, en particulier des organisations de défense des droits des femmes, est essentielle dans le développement d'une action humanitaire afin de s'assurer que celle-ci est adaptée au contexte local. Nous renforçons la coordination entre les donateurs·trices, les partenaires et les gouvernements dans le système humanitaire afin de fournir une réponse locale qui prend en compte la dimension du genre.

Outcomes 2027

- Le grand public et les dirigeant-es politiques sont plus conscients et plus attentif-ves au lien entre les inégalités et les crises.
- Les donateur-trices, dont la Belgique, fournissent des fonds plus flexibles, ce qui permet aux organisations locales d'apporter une réponse appropriée aux besoins nouveaux ou existants de la population la plus vulnérable en temps de crise.
- Le gouvernement belge est et reste un donateur et un acteur crédible dans le secteur humanitaire. Il veille à ce que les normes humanitaires les plus importantes soient respectées.
- Les acteurs locaux sont épaulés et sont prêts à et capables de faire face aux crises, en mettant l'accent sur la résilience, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, la santé publique et les normes de protection.
- Les partenaires locaux sont ainsi plus forts et jouent un rôle majeur pendant les crises.
- Des approches innovantes, telles que les outils numériques, sont testées et documentées au niveau opérationnel afin de faire évoluer l'aide humanitaire.
- Les systèmes d'alerte pour les réserves alimentaires sont mis en place par les autorités publiques nationales.

4. Nous mobilisons le public belge pour la justice économique

Oxfam Belgique lutte contre les inégalités et pour la justice économique en tant que mouvement de bénévoles, de sympathisant·e·s et de citoyen·ne·s activement engagé·e·s, qui travaillent ensemble au changement social auquel nous aspirons ici et dans le monde entier. La force de notre mouvement réside non seulement dans la somme des engagements individuels de nos membres, mais aussi dans le fait que nous avons la possibilité de faire entendre notre voix ensemble et de contribuer ainsi à la politique et au fonctionnement de l'organisation. La promotion de la diversité et de l'inclusion est d'une importance capitale pour nous. Nous sommes un mouvement qui fonctionne suivant les principes féministes et nous sommes reconnus comme tel de l'extérieur dans nos activités publiques.

Toucher un public plus large, plus numérique et plus jeune

Les gens veulent participer à notre mouvement grâce à nos actions publiques. Cela augmente notre influence sociale (« voix »), nous obtenons en tant qu'organisation plus de soutien financier (« argent ») et le nombre de bénévoles augmente (« temps »). L'organisation dispose ainsi de plus de ressources pour concrétiser sa vision.

Oxfam Belgique a pour ambition d'accroître le nombre de bénévoles, de donateurs·trices et de sympathisant·e·s, et d'approfondir le contact avec elles-eux. Nous voulons qu'elles-ils passent plus facilement d'un type d'engagement à un autre au sein de l'organisation, en leur offrant une approche sur mesure. Nous nous focalisons de plus en plus sur les jeunes, afin de préparer notre mouvement pour l'avenir et de continuer à garantir la « voix », « l'argent » et le « temps » pour l'organisation et sa mission, mais aussi parce que c'est cette génération qui contribuera à la création de nouveaux mouvements sociaux et qui sera la plus touchée par la crise climatique et les inégalités croissantes.

Nous veillons également à intégrer l'égalité des genres dans nos activités publiques. Cette égalité se manifeste dans notre partenariat avec des organisations et des mouvements qui partagent les mêmes idées, dans la sensibilisation à ce sujet dans le cadre de nos campagnes contre les inégalités et pour la justice économique. Cette égalité des genres se manifeste chez les bénévoles et les sympathisant·e·s pour qui elle est importante.

Dans le cadre de nos activités publiques, nous appelons non seulement à soutenir la lutte d'Oxfam en tant que bénévole, donateur·trice, militant·e, client·e, enseignant·e ou étudiant·e, mais nous invitons aussi ces groupes à devenir eux-mêmes acteurs pour la justice économique.

Outcomes 2027

- Oxfam Belgique a une identité militante, positive et plus facilement identifiable. Elle est reconnue comme organisation crédible et digne de confiance. Oxfam communique sous le signe d'une seule marque, et la lutte contre les inégalités y a une place centrale. Dans le domaine plus large de la « justice économique », nous sommes connus pour nos thèmes principaux pour lesquels nous développons une expertise et sommes reconnus comme un « leader d'opinion ».

- Oxfam Belgique incite les gens à réfléchir à la manière dont les choses peuvent être faites différemment et aux actions à mettre en place. Nous le faisons non seulement au sein de notre réseau (de magasins), mais aussi dans l'espace public, les écoles, les universités, des organisations et nous interpellons également le secteur privé. En incitant le-la consommateur.trice et le-la chef.fe d'entreprise et par extension son organisation à soutenir Oxfam, en démultipliant les contacts et l'engagement auprès d'eux, nous plaçons la justice (économique) dans un ordre d'importance plus élevé dans les pratiques des entreprises.
- Grâce à nos relations publiques très médiatisées, dans lesquelles nous utilisons une approche adaptée à chaque groupe cible, le soutien à Oxfam Belgique augmente : de plus en plus de personnes soutiennent Oxfam financièrement, en tant que bénévoles ou en participant à nos campagnes.
- Le groupe de personnes qui soutient Oxfam Belgique s'est également beaucoup diversifié. D'une part, en ce qui concerne l'histoire, l'âge, l'origine... D'autre part, dans la manière dont ces personnes nous soutiennent.
- Grâce à Oxfam, les jeunes ont le sentiment d'appartenir à une communauté moderne et vivante et à un mouvement international. Ils sont impliqués dans nos activités grâce à nos actions dans les écoles et dans l'espace public.
- Nous utilisons au maximum la puissance de la technologie numérique, des outils innovants et des méthodes expérimentales pour toucher, engager et convaincre le public. Notre infrastructure et nos méthodes de travail sont adaptées et le personnel possède les compétences nécessaires. Les activités publiques d'Oxfam sont axées des données et des aperçus qualitatifs provenant de nos groupes cibles et les concernant (audience driven).
- Chaque année, 10 à 20.000 nouveaux donateur.trices régulier.es appuient Oxfam Belgique et le revenu annuel net a augmenté de cette manière à plus de 12 millions d'euro.
- Nos produits (issus du commerce équitable) étant présents dans de plus en plus d'endroits, ils offrent la possibilité d'entrer en contact avec l'histoire d'Oxfam.

Un mouvement bénévole solide, ancré localement et tourné vers l'avenir

Notre large mouvement de bénévoles forme une base solide et constitue le pilier de l'organisation. Les bénévoles d'Oxfam sont les principaux ambassadeurs.trices de l'histoire d'Oxfam et renforcent notre demande (politique) pour un système économique plus équitable. Nos bénévoles contribuent également à la diffusion d'un message sur l'égalité des genres et sur nos valeurs, telles que l'inclusion et l'autonomisation, qui font partie intégrante de notre mission, de notre vision et de notre stratégie.

Outcomes 2027

- L'implication et la participation de nos bénévoles dans nos activités nous permettent de mieux les connaître, et nous pouvons ainsi mieux déterminer la manière dont ils peuvent agir en tant qu'ambassadeurs-drices de notre organisation.
- Les bénévoles sont informés et mobilisés grâce à des systèmes de communication interactifs, personnalisés, accessibles et faciles d'utilisation. Ils sont fiers de leur engagement, ce qui se manifeste par un message positif au monde extérieur, et leur entourage apprécie leur engagement.
- Les bénévoles disposent d'informations et d'outils adaptés pour participer au renforcement de notre histoire et à l'accroissement de l'impact d'Oxfam Belgique comme acteurs et actrices dans l'action, l'éducation, les campagnes et/ou la vente. Ils-elles se sentent soutenu-e-s pour assumer leur rôle d'ambassadeur·trice auprès des différents groupes cibles (écoles, organisations, entreprises, client·e-s du magasin, leur propre entourage) et sont satisfaits du soutien apporté par Oxfam Belgique.
- Le mouvement rajeunit, se diversifie et diffuse le message de la justice de manière innovante, dans nos magasins, mais aussi dans les autres lieux où nous voulons être vus et entendus.

Un réseau de magasins diversifié, plus qu'un simple magasin

Portés par un large mouvement de bénévoles, nous continuons à développer un réseau de lieux Oxfam reconnaissables dans toute la Belgique. Ce sont des **lieux de rencontre** pour toutes celles et ceux qui veulent aider à construire en paroles et en actes une solution alternative durable, sociale et juste. Le réseau de magasins est le point de départ pour traduire notre message en action, en formation, en décisions et en vente.

Le réseau Oxfam est un mélange hétérogène, chaque groupe de bénévoles ou chaque magasin local ayant ses propres atouts. Une approche locale est plus intéressante qu'une formule unique. Malgré cette diversité, notre objectif est de partager une identité commune et de développer la coopération, l'échange, les rencontres et l'inspiration.

Dans les grandes villes, en tant que mouvement – de préférence avec d'autres organisations ou entrepreneurs sociaux – nous mettons en place des centres d'expérience innovants qui répondent au contexte urbain local et mettent en évidence tous les aspects de notre travail.

Le département Commerce, chargé de la gestion commerciale du réseau de magasins Oxfam, en collaboration avec le département Engagement public et bénévolat, accroît le nombre de client·es dans son propre réseau de magasins et son attractivité chez un public plus jeune.

Les magasins sont une base solide, et le but est de s'étendre. L'utilisation de concepts mobiles (Oxvan...) de modèles (de magasin) alternatifs (pop-up...) et de la technologie rapproche également le « magasin Oxfam » des consommateur·trices et des citoyen·ne·s actifs·ves.

Outcomes 2027

- Oxfam partage une seule identité et une histoire commune partout dans le monde. Outre l'atout unique d'un vaste réseau de magasins ancrés localement, Oxfam Belgique est visible grâce à ses « modèles alternatifs », ses magasins mobiles et ses centres d'expérience.
- Tant les magasins gérés au niveau national que les magasins autonomes et les modèles de vente alternatifs sont financièrement stables.
- Les acteurs stratégiques locaux constatent que la collaboration avec le groupe ou le magasin Oxfam amène une valeur ajoutée croissante.
- Les magasins d'Oxfam font partie de l'expérience plus large d'Oxfam. La collecte des données (data capture) sur les client·e·s et les visiteurs·euses intéressé·e·s nous permet d'intégrer leur engagement dans des programmes de soutien plus larges, en intensifiant nos contacts et notre engagement public (soit notre supporters journeys).
- Nous mettons également l'accent sur le·la (futur·-e) consommateur·trice du commerce équitable et analysons nos concepts (de magasin) pour atteindre les consommateur·trices de la manière la plus attrayante possible.

5. En tant qu'acteur économique, nous joignons le geste à la parole

Oxfam Belgique privilégie résolument une approche dans laquelle nous joignons le geste à la parole. Le département Commerce, responsable à la fois du commerce équitable et des activités de seconde main, joue un rôle clé dans ce domaine.

Oxfam Fair Trade et Oxfam Seconde main se définissent comme des acteurs de premier plan dans l'économie équitable, circulaire et sociale, et contribuent structurellement au financement d'Oxfam Belgique grâce à un modèle économique rentable.

Celles et ceux qui achètent les produits Oxfam font un choix éthique en tant que consommateurs·trices. Ils appuient notre lutte pour la justice économique et contribuent aux solutions apportées à la crise climatique.

Et ce tant de manière directe :

- en achetant un produit équitable et durable qui, grâce aux principes du commerce équitable, tels que le paiement équitable et les contrats à long termes, garantit un revenu décent pour les petit·e·s producteur·trices agricoles et contribue au développement des communautés agricoles locales ;
- en achetant des articles de seconde main, ce qui permet de lutter contre la surconsommation et la production polluante, et offre aux populations défavorisées la possibilité d'obtenir des produits de qualité ;

que de manière indirecte : une partie des recettes est reversée à un mouvement qui se mobilise en faveur d'un changement structurel en sensibilisant, en influençant les politiques et en proposant des projets dans le Sud global.

Nous considérons les activités commerciales comme un des leviers permettant de faire naître le changement de système visé.

Oxfam Belgique se distingue ainsi des autres organisations de la société civile en tant qu'actrice économique à part entière qui contribue de manière efficace et concrète à un modèle de commerce équitable et social et à une économie durable. Grâce à nos produits issus du commerce équitable, de la solidarité et des ventes de deuxième main, nous allons à contre-courant d'un système économique qui réduit un produit de valeur à son prix et considère chaque citoyen comme un simple consommateur. Nous offrons ainsi aux producteurs·trices et aux consommateurs·trices une solution alternative et donnons l'exemple aux autres acteurs·trices du marché. Nous voyons aussi bien le·la producteur·trice que le·la consommateur·trice comme un·e partenaire dans notre combat.

À cette fin, nous travaillons à la mise en place de chaînes d'approvisionnement transparentes et durables, dans le respect des droits humains et de l'environnement. Oxfam Belgique dynamise le commerce écologiquement durable et contribue à trouver des solutions à la crise climatique. Tant dans le cadre de nos activités de commerce équitable que dans nos ventes de seconde main, nous encourageons l'utilisation rationnelle de l'énergie, la réduction des déchets et des émissions, l'utilisation économique de l'eau, une agriculture responsable et une utilisation consciente des matières premières. Cela signifie que nous identifions et combattons les impacts négatifs de nos activités, et que nous poursuivons nos efforts pour créer un impact environnemental positif.

Grâce à des partenariats avec des acteurs·trices du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile, nous contribuons à changer le paradigme économique.

Outcomes 2027

- Grâce à un modèle commercial rentable et transparent, dans lequel le concept de coopérative est central et a été développé, les activités commerciales d'Oxfam montrent que le commerce équitable est une solution alternative (économique, sociale et écologique) durable et constitue donc un levier pour changer le système. Ce modèle s'appuie sur une solide théorie du changement en collaboration avec le département Programmes et plaidoyer et se base sur une politique cohérente concernant les partenaires, les produits et la chaîne d'approvisionnement (y compris l'objectif d'appliquer les principes de devoir de diligence (Human Rights Due Diligence) et de revenu minimum suffisant pour vivre) dans l'activité de commerce équitable et sur une politique socio-économique et circulaire de l'activité de seconde main.
- Grâce à une politique de coûts rigoureuse et au réinvestissement à court terme des recettes dans la qualité et la durabilité de ses propres procédés, Oxfam Seconde main et Oxfam Fair Trade font naître des fonds durables et indépendants pour la mise en œuvre de la mission et de la vision d'Oxfam Belgique et d'Oxfam International.

Oxfam Fair Trade

- Grâce à un modèle commercial rentable et transparent, Oxfam Fair Trade montre que le commerce équitable (Fair Trade) est une solution alternative (économique, sociale et écologique) durable et constitue donc un levier pour changer le système. Ce modèle s'appuie sur une solide théorie du changement en collaboration avec le département Programmes et plaidoyer et se base sur une politique cohérente concernant les partenaires, les produits et la chaîne d'approvisionnement (y compris l'objectif d'appliquer les principes de préoccupations en matière de droits humains et de revenu suffisant pour vivre).
- Oxfam Fair Trade améliore la notoriété et la visibilité de sa marque grâce à l'impact avéré de la narration et du témoignage, et à des produits innovants (en particulier pour le café et le cacao). Oxfam est connu pour ses produits les plus équitables sur le marché grâce à des chaînes d'approvisionnement durables et équitables qui mettent l'accent sur les petit·e·s producteurs·trices agricoles et leurs coopératives.
- L'impact d'Oxfam Fair Trade auprès de ses partenaires commerciaux·ales est plus élevé grâce à un volume d'achat plus important et le fait que l'accent a été mis – outre son propre réseau privilégié – sur les marchés en croissance tels que la distribution en gros, l'exportation, EFTA (European Fair Trade Association), le B2B (Business to Business) et un canal national de vente en ligne... via une approche axée sur la demande, y compris pour les partenariats (partenariat entre deux marques, marques privées...).
- Oxfam Fair Trade facilite le changement de comportement vers une consommation éthique en proposant une gamme de produits adaptée, y compris la solution la plus « équitable » pour le café et le cacao/chocolat.
- Oxfam Fair Trade réduit son empreinte écologique grâce à la bioconversion de la gamme de produits (100% en 2030), à la réduction et à l'amélioration des emballages et à son objectif de fonctionner de manière neutre en CO2 d'ici 2025.
- En collaboration avec le département Programmes et plaidoyer, les partenaires commerciaux d'Oxfam Fair Trade sont épaulés dans des domaines tels que le développement des capacités locales et la production durable, si possible en collaboration avec les bureaux nationaux d'Oxfam. De cette manière, le partenariat avec les organisations de producteurs·trices est renforcé et nous amplifions notre impact.

Oxfam Seconde main

- Grâce à nos magasins de seconde main rentables en Belgique, nous encourageons la réutilisation des vêtements et démontrons la viabilité de l'économie circulaire et sociale dans la chaîne textile. Oxfam est connue pour ses produits de seconde main de la plus haute qualité sur le marché grâce à des processus opérationnels durables et sociaux.
- En tant qu'employeur social, nous offrons des opportunités aux personnes en marge du marché du travail. En collaboration avec des partenaires, nous permettons aux personnes de s'épanouir, soit au sein de l'organisation, soit en vue d'une réintégration sur le marché normal du travail. Ce n'est pas un objectif stratégique en soi, mais s'intègre parfaitement bien dans notre action pour un nouveau modèle économique social et juste.
- Notre activité de seconde main en Belgique touche des personnes qui se trouvent dans des situations difficiles et nous contribuons directement à leur garantir le droit à des vêtements de qualité et à des opportunités de se développer sur le plan numérique. Suivant cela, en tant qu'organisation pédagogique, nous adaptons nos activités aux nouvelles tendances telles que la pauvreté croissante dans (la périphérie) les villes et la situation précaire des réfugié-es.
- Nos activités de seconde main font de nous un modèle dans le domaine de l'économie circulaire. Nous pensons que le modèle économique linéaire se heurtera inévitablement aux frontières naturelles et empêchera une répartition égale de la production économique. En collaboration avec nos partenaires, nous nous efforçons d'assurer un caractère circulaire dans tout ce que nous faisons.

6. Nous sommes une organisation apprenante

Pour une organisation qui s'efforce de changer radicalement le système dans ce monde complexe et en évolution rapide, nous pensons qu'il est essentiel d'apprendre. La construction et le partage des connaissances doivent faire partie intégrante de notre travail et nous devons nous assurer que l'apprentissage est au cœur des activités quotidiennes d'Oxfam.

Nous voulons aller au-delà des mécanismes traditionnels de suivi et d'évaluation. Nous ne voulons pas créer des systèmes supplémentaires ; nous voulons modifier les systèmes de feedback existants sur ce que nous faisons bien, et ce que nous faisons moins bien, afin de promouvoir de nouvelles méthodes de travail et d'apprentissage plus souples entre nous et avec nos partenaires.

Outcomes 2027

- En tant qu'organisation apprenante flexible et ouverte, Oxfam Belgique contribue au développement de la confédération. Nous jouons notre rôle de médiateur et de lien dans un réseau mondial horizontal (à l'intérieur et à l'extérieur de la confédération) pour favoriser l'apprentissage collectif et adapté aux besoins selon les contextes.
- Oxfam Belgique promeut une culture de l'apprentissage (à travers son leadership, les processus et les pratiques mis en place favorisant la réflexion et l'apprentissage) afin de :
 - permettre aux gens d'avoir du temps et de l'espace pour réfléchir (individuellement et en groupe) ;
 - permettre aux gens d'avoir du temps et de l'espace pour découvrir des expériences « externes » à l'organisation : dans la confédération, avec des partenaires, avec des collègues qui ne travaillent pas chez Oxfam, avec des mouvements, avec des militant·e·s ;
 - créer des opportunités et des espaces virtuels et physiques où l'information, la connaissance et le pouvoir sont partagés, où les gens se sentent en sécurité et ont confiance ;
 - mener de nouvelles expériences et mettre en place de nouvelles idées et de nouvelles méthodes de travail.
- Oxfam Belgique facilite l'apprentissage organisationnel en instaurant des systèmes et des processus pour réfléchir, partager des expériences, expérimenter et apprendre à appliquer de nouvelles approches :
 - s'assurer qu'il existe des systèmes et des processus partagés pour la planification, le suivi, l'évaluation et la rédaction de rapports, qui contribuent à la compréhension, au partage et à la diffusion de l'apprentissage au sein de l'organisation/la confédération et hors de celle-ci. ;
 - veiller à ce que ces processus soient conçus pour améliorer l'apprentissage organisationnel ;
 - nous veillons à utiliser des méthodes participatives ou des outils où le savoir collectif, les expériences et les différentes opinions sont considérées comme une occasion d'apprendre et de développer des approches qualitatives.
- Oxfam Belgique adopte une théorie du changement solide, mais dynamique et une stratégie cohérente et soutenue vers le secteur privé.
- Oxfam Belgique s'adapte à un monde en mutation en observant les changements de la société, en s'informant régulièrement et en améliorant son organisation et son fonctionnement afin de réaliser sa vision et sa mission.
- Oxfam Belgique utilise des systèmes numériques pour suivre notre travail, améliorer les processus de l'organisation et avoir un impact maximum sur la création et le partage de connaissances et d'apprentissages au sein de la confédération et avec les bénévoles, les partenaires, les militants-es...

7. Notre personnel porte notre organisation

En plus de la kyrielle de bénévoles et de supporters sur lesquels Oxfam peut compter, notre force réside dans notre personnel. Oxfam Belgique veut être une organisation qui attire des travailleurs-euses engagé-es et talentueux-ses. Les travailleurs-euses se sentent responsables dans leur travail et ont la possibilité de s'épanouir personnellement, en partie grâce à un leadership inspirant. Grâce à des efforts supplémentaires en matière de bien-être et de développement, les collaborateurs-trices se sentent plus fort-e-s pour atteindre les objectifs d'Oxfam de la meilleure manière possible. La politique des ressources humaines est basée sur les valeurs d'Oxfam et les principes féministes. Nous les intégrons dans les procédures des ressources humaines, dans l'organisation du travail des équipes et dans la mise en œuvre et le suivi du leadership que les responsables diffusent.

Outcomes 2027

- L'« employer brand » d'Oxfam Belgique est bien établie. Cela signifie que nous sommes connus pour notre position privilégiée, authentique et particulière en tant qu'employeur. L'objectif est d'attirer et de garder les travailleurs-euses et de limiter de trop gros changements indésirables de personnel. L'« employer brand » est basée sur les atouts qui ressortent des témoignages du personnel actuel.
- Nos travailleurs-euses talentueux-euses et engagé-e-s peuvent s'épanouir, apprendre et développer leurs talents au sein de l'organisation. Le suivi, l'évaluation et l'adaptation continu-e-s de la politique de formation y sont propices.
- Oxfam Belgique met en place des pratiques de *leadership* qui favorisent le développement des talents, dans le respect des principes féministes, et veille à ce que les responsables restent inspiré-e-s et puissent se concerter régulièrement et apprendre les un-e-s des autres.
- Les outils des ressources humaines tels que les feedbacks et la politique de formation sont entièrement inscrits dans le cadre de l'organisation apprenante.
- Les travailleurs-euses se sentent bien et valorisé-e-s dans leur travail, et y sont également impliqué-e-s. Ils-elles trouvent que le contenu du travail et les conditions de travail sont en accord avec nos valeurs.
- En accord avec nos valeurs et nos principes féministes, Oxfam Belgique a adapté l'organisation du travail en une « nouvelle manière de travailler Oxfam », au cœur de laquelle l'on retrouve le *leadership* personnel, l'autonomie, l'accompagnement et un *leadership* aidant et flexible

8. Un modèle financier pour un avenir durable

Afin de réaliser sa vision et de pouvoir investir de manière durable dans ses opérations et ses programmes, Oxfam Belgique s'efforce d'avoir un modèle financier diversifié. Pour cela, nous partons du principe d'une combinaison saine de nos propres revenus et de subsides pour mener à bien nos programmes. Le modèle financier d'Oxfam pour un avenir durable, tant en Belgique que dans la confédération mondiale, est basé sur trois principes généraux.

Premièrement, nous donnons la priorité à l'investissement de nos propres fonds dans les programmes par pays :

Au cours de la période stratégique 2021-2027, Oxfam prendra des mesures afin de libérer des marges financières à réinvestir dans ses priorités stratégiques, y compris le réinvestissement de fonds propres dans les bureaux nationaux selon un ratio équilibré, comme prévu par le modèle Oxfam 2030 de la Confédération internationale. Pour y parvenir, Oxfam Belgique travaillera sur sa structure de coûts en recherchant, entre autres, des cofinancements pour couvrir notre apport aux fonds institutionnels, et en optimisant la couverture des salaires dans les bureaux belges à travers des subventions plutôt que par des fonds propres.

Deuxièmement, nous prévoyons également un budget afin de réinvestir nos propres fonds dans des activités génératrices de revenus. Il s'agit principalement de nos activités commerciales (seconde main et commerce équitable), mais aussi de la collecte de fonds privés et de la gestion des bâtiments.

Enfin, nous devons également évaluer et, si possible, réduire les coûts fixes.

En gardant ces trois principes de base à l'esprit, Oxfam a élaboré un plan financier pour ses flux de revenus : ses propres fonds, les fonds ou subventions institutionnels et les revenus issus du commerce. La crise engendrée par la pandémie de Covid-19, ses conséquences financières et ses défis supplémentaires ont contribué à déterminer les choix effectués.

Les fonds propres sont très importants parce qu'ils renforcent notre indépendance. Ils sont essentiels pour pouvoir soutenir à long terme nos partenaires. Ils sont également utilisés lorsqu'aucun financement institutionnel n'est disponible, par exemple pour les crises humanitaires qui reçoivent peu d'attention de la part des médias. Et surtout : ils nous permettent de garantir notre indépendance dans les dossiers qui ont trait à la politique et aux affaires publiques.

C'est pourquoi l'objectif reste d'augmenter les fonds propres. Nous le faisons, entre autres, par le biais de collectes de fonds dans la rue. Aujourd'hui, 85 000 citoyen-ne-s soutiennent déjà Oxfam Belgique avec un don mensuel. Ces revenus sont complétés par des legs, des dons ponctuels et les recettes provenant d'événements.

Une autre part importante de nos revenus provient des subsides. La plupart d'entre eux via les autorités publiques belges. De plus en plus, nous recevons également des fonds de donateurs européens et internationaux pour nos programmes humanitaires et de développement. Afin de préserver l'avenir du financement de ces programmes, la diversification du financement institutionnel restera une priorité. En outre, nous restons prudents dans nos estimations portant sur les revenus provenant de fonds institutionnels. Le coup porté par l'épidémie de coronavirus au budget du gouvernement fédéral pourrait compromettre l'ampleur des budgets consacrés au développement durable et à l'aide humanitaire au cours de la prochaine période stratégique.

Nous organisons nos activités commerciales de manière durable et rentable, en réinvestissant les bénéfices dans leur développement futur et dans d'autres activités visant à réaliser notre mission et notre vision. Après des économies et des réformes nécessaires combinées à des investissements stratégiques en 2020 et 2021, nous prévoyons un bilan positif pour les activités commerciales avec un excédent net moyen consolidé de 700 - 800 mille euros sur une base annuelle.

Annex 1 : Principes féministes

Partage des pouvoirs : nous reconnaissons le pouvoir et les privilèges présents au sein de l'organisation, nous contestons les rapports de force déséquilibrés et nous mettons un point d'honneur à donner aux personnes des pays du Sud, et en particulier aux femmes et aux personnes d'identités de genre différentes militant pour l'égalité entre les genres, l'espace nécessaire pour leur permettre de s'engager.

Le privé est politique : nous reconnaissons que la lutte contre le patriarcat, la suprématie blanche, le racisme, le néolibéralisme et le colonialisme dans leurs différentes expressions (abus de pouvoir, exclusion et oppression...) commence par un questionnement et une remise en question personnelle. Nous faisons tous et toutes partie de systèmes plus larges et nos croyances, actes, attitudes et comportements peuvent soit renforcer l'injustice soit faire progresser l'égalité. Les transformations sociales, institutionnelles et individuelles sont étroitement liées. Nous reconnaissons qu'il n'y a pas de problèmes privés.

Le féminisme est un mouvement local et mondial : nous interprétons le(s) féminisme(s) comme un mouvement de résistance s'opposant au patriarcat et à ses différentes formes à travers le monde. Nous reconnaissons la diversité des acteurs et actrices féministes et l'importance pour nos actions et nos politiques de ne pas mettre en danger, dupliquer ni perdre de vue leur travail. Nous adoptons l'approche de la localisation et nous reconnaissons notre responsabilité en tant qu'acteur international plaidant pour mettre fin aux inégalités entre les genres.

Pas de travail sur ces questions sans la participation des principales/aux intéressé-e-s : nous nous assurons de ne pas instrumentaliser (c'est-à-dire faire de la récupération dans notre propre intérêt) les questions liées aux droits des femmes et des communautés LGBTQ+. Avant tout, nous donnons l'opportunité à nos allié-e-s, aux femmes et aux personnes d'identités de genre différentes impacté-e-s par les programmes et campagnes que nous soutenons de participer entièrement et de manière directe aux décisions les concernant. Nous leur assurons aussi que nous faisons campagne pour des espaces dans lesquels elles/ils peuvent parler en leur propre nom.

Interagir avec les hommes et prendre en compte les masculinités : le féminisme est un mouvement pour toutes et tous. Notre travail consiste à lutter contre les normes et structures fondées sur le genre, les privilèges masculins et la masculinité toxique. Bien que les femmes et les personnes d'identités de genre diverses restent les personnes les plus profondément impactées par le patriarcat, celui-ci peut aussi être nocif pour les hommes.

Il n'y a pas de justice économique, sociale et environnementale sans justice entre les genres : pour éliminer toute forme d'exclusion et d'oppression, nous devons admettre que les progrès économiques et sociaux sont étroitement liés. Cela signifie qu'il faut repenser notre bien-être collectif en termes de droits positifs : une participation et une émancipation totales, ainsi qu'une reconnaissance complète des autres.

Diversité et inclusion, intégration transversale du genre et analyse intersectionnelle : nous célébrons et encourageons la diversité, et nous luttons contre toute forme de discrimination interne ainsi qu'au sein des communautés avec lesquelles nous travaillons. Nous reconnaissons qu'aucun conflit ne porte sur une question unique et nous insistons sur l'égalité entre toutes les personnes. Être différent-e ne veut pas dire être inférieur-e à une autre personne. Nous croyons que des personnes de différents horizons apportent une certaine richesse au sein de notre organisation.

Sécurité : nous croyons au droit à un environnement sûr pour toutes les personnes travaillant pour Oxfam et avec Oxfam. Cela veut dire que nous garantissons une sécurité à la fois physique et morale dans les espaces tangibles et virtuels, où le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que l'intimidation collective, le harcèlement moral et toute autre forme d'abus de pouvoir ne sont tolérés d'aucune manière. De plus, chaque personne signalant des abus de pouvoir doit se sentir en sécurité, tout en sachant que ses préoccupations seront prises au sérieux traitées avec respect, et ce, dans les plus brefs délais.

Bien-être et solidarité : nous promouvons un espace sans normes hiérarchiques et patriarcales et nous nous engageons à reconnaître l'autorité de chacun-e d'entre nous tout en respectant nos différences. Nous pensons que promouvoir le bien-être personnel et savoir s'écouter est un acte politique qui favorise le respect des droits humains et des droits individuels, tout comme l'efficacité et le développement durable de notre travail et de chaque personne. Nous nous engageons à prendre soin des autres et à respecter, soutenir et encourager chacun-e d'entre nous en toute solidarité.

Un développement synonyme de liberté : nous acceptons notre liberté ainsi que la liberté des personnes qui nous entourent d'exprimer des opinions et des idées sans crainte de représailles, censures ou sanctions. Nous valorisons l'autonomie en tant que pouvoir d'agir de manière indépendante ainsi que la capacité à prendre nos propres décisions tout en tenant compte de la responsabilité que cela engendre.

Élimination de toute forme de violences basées sur le genre : nous reconnaissons les violences basées sur le genre comme l'une des violations des droits humains les plus répandues et les plus fréquentes dans le monde. Nous nous engageons à renforcer nos partenariats avec les organisations féministes et de défense des droits des femmes, les jeunes et les hommes, de manière à faire évoluer les normes sociales qui reproduisent et normalisent la violence. Nous nous engageons également à tenir pour responsables les institutions compétentes afin qu'elles respectent les normes internationales, développent, mettent en oeuvre et évaluent les lois et les politiques pour lutter contre les violences basées sur le genre, et à soutenir les survivant-e-s dans leur travail de reconstruction.

Annex 2 : Oxfam International and Oxfam België/Belgique worldwide (2019)

OXFAM reaches 19,5 million people in 90 countries of which 52% women and girls

Oxfam-Solidariteit/Solidarité is active in 24 countries with 61 projects:

Algeria – Western Sahara
Chad
Cuba
Belgium
Burkina Faso
Burundi
Cambodia
Democratic Republic of Congo
Dominican Republic
El Salvador
Laos
Lebanon
Indonesia
Mali
Mozambique
Nepal
Nicaragua
Niger
Palestinian Occupied Territories / Israël
Syria
Tanzania
Uganda
Vietnam
Yemen

Oxfam Fair Trade has direct trade relations with 41 partners in 21 countries:

Argentina
Belgium
Brazil
Burundi
Chile
Costa Rica
Cuba
Democratic Republic of Congo
Egypt
Ethiopia
Guatemala
Honduras
Mexico
Nicaragua
Palestinian Occupied Territories
Paraguay
Peru
South Africa
Sri Lanka
Tanzania
Uganda

Oxfam-Wereldwinkels supports 5 cooperatives or companies in 3 countries:

Democratic Republic of Congo
Ivory Coast
South Africa

Annex 3 : Fair Trade volgens Oxfam, een recapitulatie

Fair Trade is voor Oxfam niet alleen handel drijven in gecertificeerde voedingsproducten. Het gaat ook om:

- IJveren voor coherent handelsbeleid en rechtvaardige handelsregels
- Het werken aan wetten die de rechten van kleinschalige boeren garanderen
- Een prijs garanderen die bijdraagt tot een leefbaar inkomen
- Rechtstreeks aankopen, met maximale transparantie, waar mogelijk bij coöperaties van kleinschalige boeren
- Investeren in capaciteitsopbouw van achtergestelde producenten en lokale gemeenschappen
- Handelen vanuit een duurzaam partnerschap
- Respect voor milieu en klimaatvriendelijk maken van de ketens
- Het ontwikkelen van een duurzaam en gezond aanbod aan producten dat staat voor een verantwoord, zorgend voedselsysteem

Fair Trade: méér dan handel

Handel kan een cruciale hefboom voor ontwikkeling zijn maar machtonevenwichten en gebrek aan regels zorgen voor onrechtvaardige praktijken waardoor boeren en arbeiders niet steeds krijgen waar ze recht op hebben. Oneerlijke handelspraktijken zijn dan ook een belangrijke oorzaak van persistente armoede bij boeren en arbeiders. Fair Trade wil die misbruiken aanklagen, zichtbaar maken en remediëren. Door het opzetten van een alternatief netwerk tussen boeren en consumenten wordt een concrete handelspraktijk ontwikkeld die rechtvaardiger verloopt.

Tegelijk is Fair Trade een mondiale – politieke – beweging van burgers die een wereld voor ogen hebben *“in which justice, equity and sustainable development are at the heart of trade structures and practices so that everyone, through their work, can maintain a decent and dignified livelihood and develop their full human potential.”*¹

Om dat te realiseren wordt politieke druk uitgeoefend, worden burgers gesensibiliseerd en eisen wij bindende regels (en wetten) die machtsmisbruik onmogelijk maken (cfr. Richtlijn tegen Oneerlijke Handelspraktijken, Zorgplicht van bedrijven inzake mensenrechten en milieu) en geïnstitutionaliseerde onrechtvaardigheid (door overheden en bedrijven) tegengaan.

Maar Fair Trade gaat ook over handel drijven. In een winkelnetwerk, gedragen door vrijwilligers, worden producten van (vooral) coöperaties van kleinschalige boeren verkocht. Tegelijk ontwikkelt de CV Oxfam Fair Trade handelsrelaties met retail, importeurs (o.a. EFTA), horeca ... en dringt zo door in de reguliere markt. Deze fairtradepraktijk, het handel drijven in fairtradeproducten, is een complementaire strategie in het systeemveranderende repertorium van Oxfam België dat kan bijdragen aan de verandering van het dominante economische paradigma. De uitbouw van een voedselnetwerk in de wereldwinkels tussen consumenten en boeren wereldwijd illustreert dat een ander voedselsysteem mogelijk is.

¹ <http://www.fair-trade.website>

Oxfam België en de eerlijke handel in voedsel

Landbouw is sterk geïntegreerd in globale handel waardoor machtsonevenwichten nog sterker zijn gaan spelen en de autonomie van veel boeren is ondermijnd. De uitbouw van rechtstreekse handelsrelaties die voldoen aan principes van eerlijke handel illustreren dat een duurzamer voedselsysteem mogelijk is. Daarnaast staat ons engagement in die productketens ons toe om te duiden wat er misloopt. We positioneren ons daarmee uitdrukkelijk op het kruispunt van het landbouw- en handelssysteem.

Fair Trade en duurzaamheid

Fair Trade die wij in praktijk brengen moet sociale en ecologische duurzaamheid verzoenen. Fair Trade moet, zo wordt het in de positioning paper on Fair Trade values van Oxfam International gesteld, dan ook voldoen aan volgende criteria:

- Werkt samen met kleinschalige producenten (en arbeiders) door met hen duurzame, eerlijke handelsrelaties te ontwikkelen. Dit omvat ook steun voor de diversificatie van de toegang tot verschillende markten (lokaal en internationaal) en, waar nodig, voor de diversificatie van de teelten en de inkomsten. Dit omvat specifieke steun voor de empowerment van vrouwen en gendergelijkheid om de voedselzekerheid van het hele gezin te garanderen. Dit omvat verbetering van de productiviteit (betere oogst, lagere kosten) op een duurzame manier.
- Bevordert structurele veranderingen in het handelsbeleid, de handelsbetrekkingen en de bedrijfspraktijken om eerlijke voorwaarden voor kleinschalige producenten en werknemers in de hele toeleveringsketen te waarborgen.
- Wordt ondersteund en gepromoot door zowel het middenveld, consumenten, bedrijven als internationale en nationale beleidsmakers.
- Bevordert ecologische duurzaamheid (en verhoogt de veerkracht tegen klimaatverandering). Dit omvat het bevorderen van duurzaamheid in de productie, verwerking en verpakking van goederen en het vervoer ervan (bijvoorbeeld zeevracht in plaats van luchtvracht), waarbij rekening moet worden gehouden met economische beperkingen. In de landbouwsector vertaalt dit zich in de aankoop van fairtradeproducten uit de kleinschalige, gediversifieerde landbouw en de bevordering van agro-ecologische technieken, met of zonder biologische certificering (afhankelijk van de opportuniteitskost voor de producenten). In de ambachtelijke sector wordt het gebruik van lokale natuurlijke hulpbronnen en/of gerecycleerd materiaal aangemoedigd.